

président du Conseil du Trésor. Le gouvernement a-t-il autorisé M. O. M. Solandt, président du Conseil des sciences du Canada, à comparaître devant la Commission canadienne des transports, hier, pour appuyer la demande d'augmentation des taux de la Compagnie de téléphone Bell?

M. l'Orateur: Il y aurait lieu d'inscrire cette question au *Feuilleton*.

[Français]

LES ANCIENS COMBATTANTS

ON RÉCLAME UNE AUGMENTATION DES ALLOCATIONS

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser au très honorable premier ministre une question supplémentaire à celle qu'on lui a posée tantôt à l'égard des anciens combattants et des employés civils pour lesquels nous demandons des allocations plus élevées.

Le premier ministre a dit qu'il était possible d'accorder des augmentations pour autant que nous augmentions les impôts au pays. Accepterait-il, cependant, que l'augmentation de la productivité, par l'augmentation de l'emploi, remplacerait avantageusement celle de l'impôt qu'il préconise pour augmenter les allocations aux anciens combattants et aux employés de l'État à la retraite?

M. l'Orateur: Je crois, et je le signale respectueusement à l'honorable député, que cette question est de la nature de celles qui devraient normalement être inscrites au *Feuilleton*.

[Traduction]

LES AÉROPORTS

TORONTO—L'AÉROPORT INTERURBAIN POUR JETS

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre des Transports une question à propos de l'aéroport interurbain pour jets à Toronto, dont la construction, aux dernières nouvelles, serait retardée d'un an parce que le gouvernement fédéral refuse de prendre une décision. Le ministre des Transports se propose-t-il de rejeter l'emplacement de la sablière dans la baie de Toronto, qui se prêterait, d'après le ministère des Transports, à l'aménagement de cet aéroport?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Pour répondre complètement à cette question, il faudrait faire un long exposé de tous les projets d'aménagement dans le sud de l'Ontario. Je puis dire qu'on songe à choisir cet emplacement dans le cadre

du vaste programme comprenant un nouvel aéroport à Toronto, l'expansion de Malton et d'autres questions connexes.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, comme la question est d'une grande importance pour les millions de Canadiens de cette région de l'Ontario, le ministre songerait-il à faire, avant l'ajournement, une déclaration à l'appel des motions pour nous dire quand il annoncera l'emplacement des nouvelles installations et nous présenter un rapport sur l'état de la question?

L'hon. M. Jamieson: L'idée est à retenir. Je veux renseigner le public le plus possible.

L'hon. M. Hees: Monsieur l'Orateur, le ministre d'État de Saskatoon pourrait prendre note de la façon claire et concise dont le ministre des Transports répond aux questions et chercher à faire mieux à l'avenir.

LA PEINE CAPITALE

OTTO BORG—LA COMMUTATION DE LA PEINE

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. Il ne s'agit pas de dépenses, mais des droits de la personne humaine. Comme le taux des meurtres a augmenté depuis dix-huit mois, le gouvernement songe-t-il à commuer la peine imposée à Otto Borg, notamment à la lumière du jugement partagé rendu par la Cour Suprême du Canada?

M. l'Orateur: A l'ordre. J'avoue ne pas connaître les détails de l'affaire soulevée par le député, mais je doute que la question puisse être posée en ce moment.

L'HABITATION

L'AFFECTATION DES PRÊTS DE LA SCHL

M. John Gilbert (Broadview): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre chargé de l'habitation. Comme il se montre intéressé à assurer des logements aux gens à revenus modestes, pourrait-il faire à l'appel des motions une déclaration indiquant quelle partie des fonds de la SCHL serait affectée à cette fin?

L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État): Je vais y songer.

M. Gilbert: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné les instances faites par des représentants de la collectivité chinoise qui n'aurait pas été consultée au sujet des projets de rénovation urbaine, le